



Édito : **LE 22 AVRIL, VOTONS !**

La CGT n'aurait pas le droit de s'exprimer en ces périodes de campagne électorale ??? Alors pourquoi la présidente du MEDEF, syndicat patronal, en aurait-elle le droit* ??? Oui, la CGT doit s'exprimer ! La première force syndicale du pays porte cette responsabilité. Plus qu'un droit, c'est un devoir ! Comment rester silencieux quand des candidats défendent ce que les salariés, par l'intermédiaire de leurs syndicats, dénoncent ?

Oui nous condamnons les candidats qui ne veulent pas abroger la RGPP (et ils sont nombreux ! 7 sur 10 en réalité...), qui ne veulent pas défendre et renforcer TOUS les services publics, qui veulent détruire le statut de la Fonction Publique et le code du travail, qui veulent imposer l'austérité, qui ne veulent pas négocier une véritable réforme du financement des retraites (réforme du financement qui permettrait de revenir à 37.5 annuités pour tous, un départ à taux plein à 60 ans et une reconnaissance de la pénibilité), qui veulent détruire la protection sociale intergénérationnelle pour l'offrir aux marchés. Oui, nous les condamnons ! Alors de fait, nous luttons contre le candidat/président sortant (http://www.cgt.fr/IMG/pdf/Bilan_Sarkozy.pdf), contre le F-haine (<http://www.cgt.fr/Pourquoi-le-FN-est-il-dangereux.html>), ennemi des travailleurs du public comme du privé, ou toute autre candidature qui ne serait pas porteuse d'un projet pour PLUS DE JUSTICE SOCIALE. Comment être fonctionnaire et voter au centre, à droite ou à l'extrême droite ? Donner sa voix à un candidat qui souhaite réduire les dépenses, donc s'attaquer aux fonctionnaires, serait suicidaire...

Oui la CGT défend (chaque jour de chaque année, avant, pendant, et après les périodes électorales) l'idée une société plus juste, à une école de l'égalité des chances, à des services publics socialement et économiquement utiles, partout sur le territoire, à un pôle financier public (incluant un véritable renforcement des missions douanières), à une transition écologique, à des pôles de santé publics garantissant les mêmes soins pour tous, à une véritable politique de l'emploi (pas une politique qui offre moins de cotisations et au final, beaucoup moins d'emplois pour les uns et beaucoup plus de dividendes pour les autres !), à une augmentation des salaires, à l'octroi de plus de pouvoir aux salariés dans les entreprises et les administrations, à une justice indépendante, etc. Donc rien de choquant là-dedans ! Et tant mieux si certains candidats portent haut et fort certaines de nos propositions et nos valeurs, c'est bien la preuve que c'est possible ! Oui la CGT est porteuse d'espoir et d'envie, de progrès et d'attention, de propositions et de droits, de responsabilités et de projets, de principes et de valeurs. Cet espoir, ces propositions et ces valeurs sont portés par quelques uns aujourd'hui !

Si la CGT est apolitique, elle n'est pas neutre. Affirmer le contraire serait incohérent et profondément hypocrite.

Militer dans un parti, c'est faire de la politique. Militer dans une association, c'est faire de la politique. Militer dans un syndicat, c'est faire de la politique. Réclamer une hausse de salaire, c'est faire de la politique. Revoir l'organisation du travail, c'est faire de la politique. Vouloir mettre fin aux suppressions d'emplois ou défendre les missions douanières, c'est faire de la politique. TOUT est politique. La politique, c'est l'organisation de la citoyenneté, du vivre ensemble, même si le pouvoir actuel, aidé par le Medef, tente de nous en éloigner.

Il est grand temps, tous ensemble, de mettre fin à la spirale infernale du pouvoir financier et de reprendre, tous ensemble, espoir et envie d'y croire, parce que l'humain doit redevenir le centre de nos préoccupations. L'humain, c'est toi, c'est vous, c'est moi, c'est nous. Oui, nous on peut ! Alors le 22 avril, exprimons-nous !

[* Laurence **Parisot** a encensé le **bilan** "extraordinaire" de Nicolas **Sarkozy**]

Manuela DONÀ - Secrétaire régionale de la CGT Douanes

Rédacteur en Chef : S.Géhan

Rédacteur adjoint. L. Hébert

Webmaster : D.Dona

Dans ce numéro :

Edito	1
UGFF	2
Grève en Espagne	3
Amiante	4
Cinéma	5
La Faim dans le monde	6
Infos	7
Présidentielles 2012	8
Wanted	9

Augmenter les salaires et le pouvoir d'achat :

C'est juste, possible et urgent

Pour les rares qui nourrissaient encore quelques illusions, les masques sont aujourd'hui définitivement tombés : Nicolas Sarkozy n'est pas le Président de la feuille de paie !

A l'heure où il s'escrime, avec d'autres, à faire payer le prix de la crise aux travailleurs, on peut même dire qu'il est le fossoyeur du pouvoir d'achat, sauf des plus fortunés bien entendu.

Pour les agents de la Fonction publique, la note est particulièrement salée.

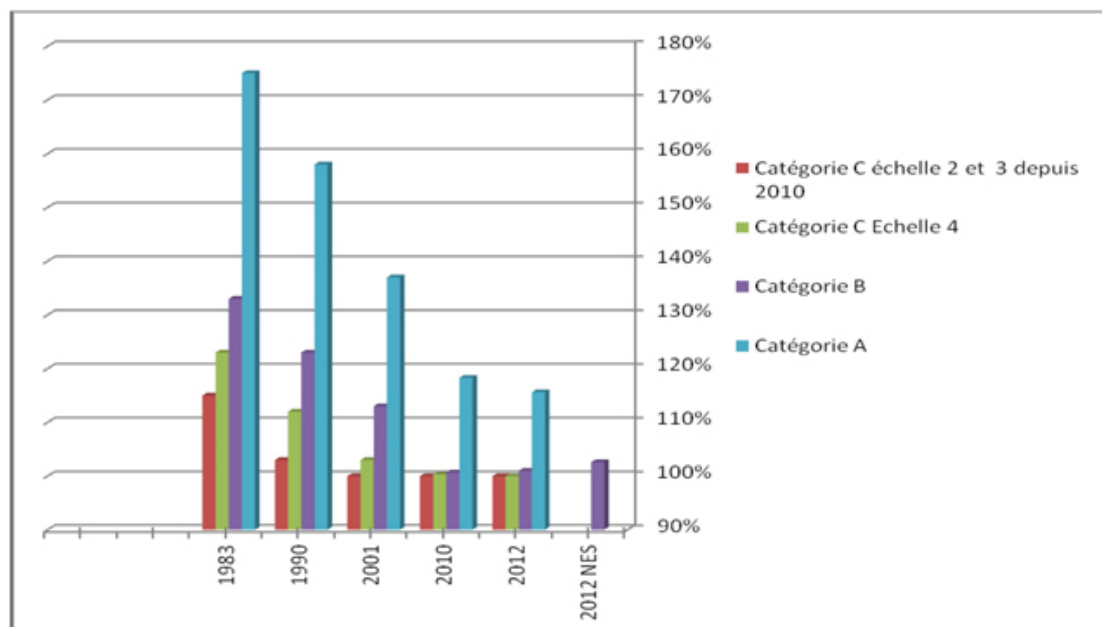
Des salaires écrasés dans toutes les catégories :

Le SMIC ayant été réévalué au 1^{er} décembre 2011, puis au 1^{er} janvier 2012, les plus bas traitements des personnels de la Fonction publique sont impactés, en passant de nouveau sous le minimum légal.

Après avoir réactivé l'indemnité différentielle durant 1 mois, le ministre est revenu au point d'indice dès le 1^{er} janvier pour une nouvelle « remise à niveau » des bas salaires de la Fonction publique.

Il n'empêche : ces énièmes replâtrages accentuent une situation désastreuse et inacceptable.

Les graphiques ci-dessous, qui retracent pour 4 niveaux de recrutement le rapport au SMIC depuis 1983, sont tristement illustratifs de cette smicardisation généralisée.





ont participé aux 111 manifestations convoquées dans tout le pays.

10,2 millions de personnes ont suivi la journée de grève du 29 mars et 4

Le suivi de la grève générale appelée par les CCOO et l'UGT, ainsi que par d'autres organisations syndicales, contre la réforme du travail et pour la défense des publics, a été un succès remarquable.

En dépit du chantage et des menaces de quelques chefs d'entreprises pour délégitimer la journée de grève, l'impact de la grève a été quasiment total dans les secteurs de la métallurgie, de la construction, des marchés centraux et des centres de distribution. La presse n'est pas parvenue dans les kiosques et les informations des chaînes de télévision ont été limitées à des éditions réduites. Plus de 75% des salariés du pays ont soutenu l'appel des CCOO et de l'UGT.

La demande énergétique a chuté de 25% par rapport au jeudi antérieur à la grève. La chute de l'activité productive a été de 88,8%, supérieure celle des grèves de 2010. On sait que certaines municipalités et entreprises ont gardé les lumières allumées tout le jour pour l'augmenter artificiellement la demande.

A l'issue de la journée on comptait 111 manifestations qui ont rassemblé plus de 4 millions de personnes.

En ce qui concerne les manifestations dans les Communautés Autonomes, en Andalousie on a enregistré une participation de 360.000 personnes ; en Aragon 200.000 ; Cantabrie 35.000 ; Castille et Leon 208.500 ; Castille La Manche 60.000 ; Catalogne 1.000.000 ; Euskadi 60.000 ; Extremadure 25.000 ; Galice 200.000 ; Iles Baléares 74.000 ; les Canaries 160.000 ; Madrid 900.000 ; Murcie 110.000 ; Pays Valencien 400.000 ; La Rioja 25.000 ; Ceuta 300 ; Melilla 1.000 et en Navarre 20.000 personnes.

Avec le 29 mars, il est clair que les travailleurs et les travailleuses ne sont pas disposés à accepter plus de coupes dans droits du travail et les droits sociaux, et ils rejettent le retrait de cette réforme du travail. Le secrétaire général des CCOO, Ignacio Fernandez Toxo, a déclaré que *"la grève est une opportunité pour la négociation, mais n'en est pas ainsi, le conflit social s'amplifiera jusqu'à ce que la réforme du travail soit substantiellement modifiée."*

"Les syndicats, nous avons des propositions et des alternatives"

En plus de fixer un calendrier de mobilisations croissantes qui inclue le prochain 1er mai, en espérant que la réforme soit modifiée, CCOO et UGT s'adresseront dans les prochains jours au président du gouvernement, aux groupes parlementaires et aux organisations patronales pour chercher un consensus large qui permette, de sur des bases différentes l'activité économique et pour réduire les niveaux élevés du chômage.

Ils demanderont aussi au "Défenseur du Peuple" qu'il présente un recours contre la réforme ; ils déposeront une plainte devant l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour atteinte aux différentes conventions ratifiées par l'Espagne ; ils demanderont au président du Congrès qu'il accélère "l'initiative législative populaire" qu'ils ont présentée en leur temps les syndicats, avec le soutien de plus d'un million de signatures, et avec une proposition alternative pour stimuler la création d'emplois.

Enfin, nous souhaitons exprimer toute notre gratitude à toutes les organisations syndicales qui nous ont fait parvenir leur appui et leur solidarité.

30 mars 2012

Amiante : le scandale judiciaire continue

Communiqué de presse de l'AN-DEVA -Vincennes le 22 février 2012

Italie-France : 2-0 Amiante : le scandale judiciaire continue

Alors qu'en Italie, deux anciens dirigeants de l'entreprise d'amiante ciment Eternit ont écopé de 16 ans de prison, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris vient d'annuler les mises en examen des dirigeants d'Eternit France et de dessaisir la juge d'instruction ! A la veille des échéances électorales, l'Andeva interpelle les candidats et les partis politiques : pourquoi les victimes de l'amiante n'auraient-elles pas droit, elles aussi, à un grand procès pénal de l'amiante ?

L'annulation de la mise en examen des dirigeants d'Eternit France et le dessaisissement de la juge Marie-Odile Bertella Gelfroy par la chambre d'instruction de la Cour d'appel de Paris, révélés par plusieurs journaux aujourd'hui, illustre la déroute de la justice française dans le dossier pénal de l'affaire de l'amiante.

Après le procès de Turin, où les dirigeants d'Eternit Italie ont été condamnés la semaine dernière à 16 ans de réclusion criminelle et plusieurs centaines de millions d'Euros de dommages et intérêts, la justice française, quant à elle, en est encore à se demander, après 16 ans d'instruction, s'il faut poursuivre les dirigeants de l'une des grandes

entreprises responsables du plus grand scandale de santé publique de notre pays !

Eternit, avec ses nombreuses usines d'amiante ciment en France, a participé à la contamination de dizaines de milliers d'ouvriers, a provoqué des milliers de morts évitables et a transformé des villes entières comme Thiant, dans le Nord, en véritable « cimetière de l'amiante ».

Ses dirigeants, des industriels de l'amiante, étaient parfaitement informés des dangers de ce matériau cancérigène et ont participé, au sein de l'association française de l'amiante, puis du Comité permanent amiante (CPA), à en masquer les dangers pour retarder des mesures de prévention indispensables qui n'auraient pas manqué de faire baisser les profits de ces entreprises.

Plus grave encore, non seulement les ouvriers des usines Eternit ont été condamnés par cette attitude criminelle des industriels de l'amiante, mais ce sont aussi des milliers d'ouvriers du bâtiment qui ont été contaminés en découpant des tôles ou des tuyaux d'amiante-ciment sur des chantiers de construction.

En annulant la mise en examen des dirigeants d'Eternit et en retirant l'enquête au magistrat le plus déterminé à la faire progresser, la hiérarchie judiciaire veut marquer sa désapprobation vis-à-vis de la perspective d'un grand procès de l'amiante, comme celui qui s'est déroulé en Italie.

Pour la Justice française, comme pour une grande partie des responsables politiques, ces grandes affaires de santé publique n'ont rien à faire au pénal. Dès lors que les victimes ont été indemnisées, il n'y a pas à aller «

embêter » avec des poursuites pénales les responsables de ces catastrophes, lesquels ont souvent été des personnalités en vue, industriels, dirigeants politiques ou hauts-fonctionnaires... Pensez donc, on ne va quand même pas mettre des patrons en prison !

Alors qu'en Italie, le procès de Turin a été porté par un procureur aussi déterminé qu'indépendant et des associations de victimes, elles aussi très mobilisées, en France, seules les associations de victimes veulent que les responsables de la catastrophe soient jugés. Le parquet et le ministère de la Justice n'ont jamais caché leur hostilité à cette procédure pénale et ils n'ont jamais manqué une occasion de mettre des bâtons dans les roues à l'avancée de l'enquête.

Ce nouvel avatar, en provenance de magistrats du siège, n'est qu'une marque supplémentaire de l'hostilité de la société à faire rendre des comptes à des responsables qui ont pourtant commis des fautes d'une extrême gravité, aussi bien dans les conséquences de leurs actes que dans leurs actes eux-mêmes...

L'Andeva interpelle les partis politiques et leurs candidats pour qu'ils s'engagent à donner les moyens aux magistrats instructeurs de conduire leurs investigations jusqu'au bout, dans un délai raisonnable et, à terme, à modifier le Code pénal en s'inspirant des qualifications et des peines prévues par la Justice italienne pour mettre fin au laxisme en matière de délits non intentionnels.



L'HISTOIRE :

Bien qu'ayant perdu son travail, Michel vit heureux avec Marie-Claire. Ces deux-là s'aiment depuis trente ans. Leurs enfants et leurs petits-enfants les comblent. Ils ont des amis très proches. Ils sont fiers de leurs combats syndicaux et politiques. Leurs consciences sont aussi transparentes que leurs regards. Ce bonheur va voler en éclats avec leur porte-fenêtre devant deux jeunes hommes armés et masqués qui les frappent, les attachent, leur arrachent leurs alliances, et s'enfuient avec leurs cartes de crédit... Leur désarroi sera d'autant plus violent lorsqu'ils apprendront que cette brutale agression a été organisée par l'un des jeunes ouvriers licenciés avec Michel.

LA CRITIQUE :

J'aime le cinéma social, ancré dans Notre réalité, j'adore ces cinéastes qui filment à l'os comme Ken Loach ou Mike Leigh. J'aime le Cinéma. Je connaissais une partie de l'œuvre de Robert Guédiguian, avec entre autres « Marie-Jo et ses deux amours », « Marius et Jeannette » et plus récemment « L'Affiche Rouge ». La vision de son dernier film, « Les neiges du Kilimandjaro » m'a littéralement bouleversé, tant dans mes certitudes, d'homme, de citoyen, que de militant. Ode à la vie, au pardon, à la nature humaine, à la solidarité... ce Chef d'œuvre, est du Grand Art. Au-delà, d'un casting irréprochable, la troupe de Guédiguian, Darroussin, Ascaride et Meylan que la ribambelle de jeunes acteurs et actrices du moment, le scénario est tout simplement implacable. Dans un contexte politique où l'individu est placé en dehors de tout débat, où la peine de mort revient sur le devant de la scène par l'entremise de partis fascisants, où la générosité ne semble être que l'apanage d'enfoirés qui méritent défi-

nitivement leurs qualificatifs, le film de Guédiguian fait figure de remède à la connerie, de rappel à l'ordre sur la nature humaine pour son aspect positif et de tout simplement, de témoignage de la nécessaire solidarité entre les êtres plutôt que la division et la peur.

Guédiguian pousse le spectateur à une introspection intérieure, en déplaçant le jugement de valeur en dehors de tout affect et de toute colère, pour comprendre les mécanismes du passage de simple citoyen à agresseur. A noter que le film est inspiré du poème de Victor Hugo, « Les pauvres gens ». Si Guédiguian s'en est inspirer librement, il ne s'agit pas là de pauvres gens, ni même de simples personnages, mais de toi, de moi, de nous, tous, c'est un message universel.

On ne ressort pas de ce film indemne, bouleversant d'humanité, mais riche de sentiments nouveaux. S'il est indispensable de le voir, on se rend compte que Robert Guédiguian est devenu pour le Cinéma français aussi irremplaçable que Ken Loach pour les anglais.

SG

LA FAIM (ou fin) DANS LE MONDE

Ancien rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation, le sociologue suisse Jean Ziegler* est actuellement vice-président du comité consultatif du conseil des droits de l'homme. Lors de son passage à la librairie la galerne du Havre le 21 mars 2012, cet humaniste aux qualités professionnelles unanimement reconnues, a fait un exposé sur la faim dans le monde. Ainsi, il initie son développement en citant deux chiffres émanant de la FAO (organisation des nations unies pour l'alimentation), qui constate que chaque année dans le monde **9 millions de personnes meurent directement ou indirectement par un manque d'alimentation, dont 6 millions d'enfants de moins de 5 ans**. Le dernier chiffre fait état d'une étude qui estime que **la planète est en mesure d'alimenter plus de 12 milliards d'hommes**. Le constat de Ziegler est sans appel, chaque année 9 millions d'humains sont assassinés par un système économique très pernicieux. Le suisse précise les causes de ce massacre en distinguant l'impact sur le milieu rural et urbain.

En ce qui concerne le milieu rural (49 % de la population mondiale), le **dumping agricole** des pays riches (subventions à l'exportation comme la PAC) exercé sur les pays pauvres détruit leur tissu agricole, les obligeant à fuir les campagnes vers les bidonvilles. Le deuxième élément est la **dette** qui pèse lourdement sur ces pays où le FMI et la banque mondiale leur imposent des réformes ultra libérales là où il faudrait un état régulateur. Ce système pousse irrémédiablement les agriculteurs à orienter leur cultures à l'exportation, les rendant tributaires des cours des matières premières et négligeant l'agriculture vivrière. Enfin l'**accaparement des terres** d'Afrique, principalement par les pays industrialisés ou par des grandes multinationales chassent les paysans locaux, obligés de s'agglutiner dans les bidonvilles. En 2011, 41 millions d'hectares de terres ont ainsi été loués de cette manière sur des périodes pouvant aller jusqu'à 100 ans!!!

Concernant le milieu urbain, la **spéculation sur les aliments de base** tels que le maïs, le riz et le blé, principalement après la crise financière de 2007, rend ces produits hors de prix pour ces populations déjà très fragilisées. Si l'on

ajoute à cela la montée en puissance de l'**agro carburant** aux Etats Unis et en Europe qui fait monter le prix des céréales et réduire les terres dédiées à l'alimentation, la situation devient critique.

Ces assassinats se font avec l'assentiment de tous les pays riches et toutes les institutions telles le FMI, l'OMC et la banque mondiale mais sachez que ce système inique ne peut fonctionner sans la participation de chacun d'entre nous. Je m'explique : lorsque je consomme de l'énergie venant de l'agro carburant, lorsque j'investis en bourse dans des multinationales alimentaires ou des matières premières (masquées dans certaines assurances vie...), lorsque je vote pour un programme politique qui avalise le dumping agricole ou autorise les liens avec les paradis fiscaux... je participe, certes modestement, à la mort de 9 millions d'êtres humains par an.

La situation est réversible, profitez en, les élections approchent!!!

* *Destruction massive. Géopolitique de la faim, Paris, Le Seuil, 2011.*

Raymond Aubrac

Raymond Aubrac, le grand résistant parti hier à 97 ans, a reçu l'hommage aussi vibrant qu'obligé du sortant candidat, pieusement recueilli par *Le Figaro* : «Une figure héroïque de la résistance», écrit Nicolas Sarkozy dans un communiqué. Le chef de l'État rend hommage à un de ces «héros de l'ombre qui ont sauvé l'honneur de la France, à un moment où elle semblait perdue, disparaissent les uns après les autres.» Le président de la République ajoute : «Nous avons le devoir d'en maintenir le souvenir vivant au cœur de notre mémoire collective.» Rue89 saisit l'occasion : « Puisqu'il nous y invite, et que c'est un devoir, participons à cet exercice de mémoire, en retrouvant un souvenir assez récent : le 14 juillet dernier, à la Bastille, une centaine de militants des droits de l'homme étaient réunis pour protester contre la politique sécuritaire du gouverne-

ment. » Et les confrères de reprendre le texte dont voici un extrait, en forme de réquisitoire implacable et lucide : « Depuis bientôt un an, les plus hautes autorités de l'État s'acharnent à dresser les citoyens les uns contre les autres. Elles ont successivement jeté à la vindicte publique les Roms et les gens du voyage, les Français d'origine étrangère, les habitants des quartiers populaires, les chômeurs et précaires qualifiés d'"assistés"... Elles ont ressorti le vieux mensonge d'une immigration délinquante, elles pratiquent la politique de la peur et de la stigmatisation. Nous avons manifesté le 4 septembre 2010, dans toute la France, contre ce dévoiement de la République. Aujourd'hui, chacun mesure la terrible responsabilité de ceux qui ont donné un label de respectabilité aux idées d'extrême droite, à la xénophobie, à la haine et au rejet

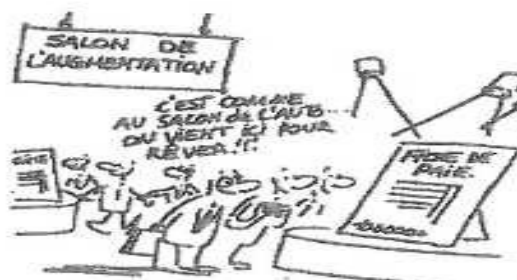
de l'autre. De dérapages verbaux en pseudo-débats, de crispations identitaires en reculs sociaux, la voie a été grande ouverte à une crise démocratique encore plus grave que celle du 21 avril 2002. Parce que nous sommes attachés aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, nous ne supportons plus que la République soit ainsi défigurée, la laïcité instrumentalisée au service de la stigmatisation de millions de nos concitoyens, la xénophobie banalisée dans les propos de ministres et de députés qui prétendent parler en notre nom à tous. Nous refusons que la peur soit utilisée pour faire reculer nos libertés, que les inégalités soient encouragées par l'injustice fiscale, le recul des droits sociaux et la démolition des services publics. »

L'explosion de la rémunération des AGFIP (dont 6 directeurs des pôles fiscaux de Paris)

Le Pavé de Panama n°8 / Mars 2012

lundi, 19 mars 2012

Depuis juillet 2011, les augmentations de traitement des AGFIP (Administrateurs Généraux des Finances Publiques), promises par le Directeur Général pour se rallier l'encadrement supérieur sont devenues effectives. Elles devraient s'étaler sur trois années.



Depuis cette date, le champagne coule encore un peu plus à flot chez ces hauts fonctionnaires puisque certains d'entre eux, par ailleurs si prompts à demander aux agents d'améliorer leur productivité, ont vu leur rémunération augmenter de 30 à 40 % « sans bouger de leur siège » selon l'expression des auteurs du livre « un quinquennat à 500 milliards d'euro ». Ce sont en effet les cadres A++ (AFIP-AGFIP) qui ont le plus bénéficié de l'alignement des régimes indemnitaires. Les AGFIP perçoivent désormais un traitement mensuel de l'ordre de 20000 à 25000€ (sauf le DRFIP qui perçoit en plus son indemnité de comptable public).

Les rapports de la Cour des Comptes et de l'Assemblée Nationale ont trouvé là un facteur explicatif à l'absence de maîtrise par la DGFIP de ses dépenses de personnel en 2010 (+2%) alors que concomitamment des milliers d'emplois de catégorie C étaient supprimés entraînant une dégradation des conditions de travail des personnels.

Cette redistribution inéquitable des économies réalisées par l'application de la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux (71% à la DGFIP) est scandaleuse au regard du blocage du traitement des agents de catégorie A, B, et C jusqu'en 2013, du niveau d'endettement personnel des français (+ 100 milliards entre 2007 et 2011) et du déficit budgétaire (passé de 2,7 à 5,7% du PIB pour la même période).

Enfin, chères lectrices, chers lecteurs, si jamais un AGFIP se permettait des commentaires sur les résultats de votre service, quel que que soit votre grade, n'hésitez pas à lui demander pourquoi vous n'avez pas eu comme lui une telle augmentation. Écoutez bien sa réponse, elle vaut désormais son pesant d'or.

Contribution de la section du Havre à la Campagne Présidentielle 2012

COMPARATIF DES 4 PRINCIPAUX PROGRAMMES

BAYROU (Modem) :

L'idée directrice de son programme est un retour au déficit 0 % en 2016. Il compte s'y prendre en **augmentant les impôts de 50 milliards et en réduisant la dépense publique d'autant.**

- Recettes nouvelles: **TVA passant de 19,6% à 21,6%, non remplacement des fonctionnaires d'un départ à la retraite sur 2 (RGPP) y compris en douane.** Malgré tout, cela reste insuffisant pour atteindre les 50 milliards d'impôts nouveaux.
- Dépense publique en nette baisse: **20 milliards d'euros d'économie pour l' Etat, autant pour la sécurité sociale** (cela passera inévitablement par un déremboursement des actes médicaux et médicaments et que dire de l'avenir de nos retraites par répartition)et finalement **10 milliards concernant les collectivités locales.**

SARKOZY (UMP) :

Tout comme M.Bayrou ce qui ressort de son programme c'est un vaste plan d'austérité afin d'arriver à un déficit 0 % en 2016. Pour atteindre les 100 milliards d'économie son programme reste très vague, voire opaque. En effet à part **la poursuite de la RGPP (incluant les douanes), l'augmentation de la TVA de 1,6 point (21,2 %)**, rien n'est chiffré, seule certitude M.Sarkozy a affirmé qu'il y aura **75 milliards de dépenses publiques en moins**. Il faut donc s'attendre à des augmentations d'impôts et de **sévères coupes budgétaire dans la dépense publique, en particulier au niveau de la sécurité sociale.**

De même que le projet du candidat du MODEM, il prévoit un **assouplissement du droit du travail** déséquilibrant le rapport de force à l'avantage de l'employeur, et **une remise en cause des 35 heures.**

HOLLANDE (PS) :

Le point commun du candidat socialiste avec les 2 autres concurrents c'est un retour à l'équilibre budgétaire assez rapidement (en 2017).Concernant les recettes nouvelles il propose des **hausse d'impôts touchant principalement les grandes entreprises et les plus riches (environ 30 milliards d'économies)**, mais il mise sur une forte croissance (de 2 à 2,5 %) pour faire baisser la part de la dépense publique par rapport au PIB. Le seul problème est que la croissance est atone depuis plus de 30 ans, ainsi rien est prévu en cas de croissance faible ce qui impliquera des coupes budgétaires importantes. A propos de la fonction publique, son programme prévoit **l'embauche de 60000 professeurs et 5000 policiers sans augmenter le nombre de fonctionnaires...la RGPP sera poursuivie dans les autres administrations (la douane n'étant bien entendu pas exclue). Les 850 000 précaires dans la fonction publique ne seront pas titularisés et le SMIC peu revalorisé.**

MELENCHON (Front de Gauche) :

Le candidat du Front de gauche se distingue de son partenaire socialiste par une relance de l'économie passant par une augmentation du pouvoir d'achat. Son analyse part du postulat qu'en 30 ans la part consacrée au travail (salaire direct et indirect) à diminué à l'avantage du capital (dividendes...) à hauteur de plus de 150 milliards d'euros par an. Son objectif est donc de récupérer cette somme. Ainsi pour concrétiser son programme il compte revaloriser le **SMIC à 1700 euros brut** (pour supporter le choc dans les PME, il compte créer un pôle public financier qui leur prêtera à des taux très bas), retraite à 60 ans à taux plein, **remboursement de la sécurité sociale à 100 %, arrêt de la RGPP** accompagné de nouvelles embauches, **titularisation des 850 000 précaires dans la fonction publiques, planification écologique...**Ces nouvelles dépenses impliquent des recettes nouvelles comme la création de nouvelles tranches d'impôts sur le revenu (touchant les riches), remise en cause d'une bonne partie des niches fiscales, taxer les revenus du capital autant que les revenus du travail, lutter contre la fraude fiscale...Un point important à souligner dans son programme qui le différencie des autres principaux candidats. Le Front de Gauche pour appliquer sa politique ne veut plus dépendre des marchés financiers, c'est ainsi qu'il **exigera que la banque centrale européenne prête directement aux Etats à 1 %**. Et si la BCE refuse la loi française autorise de réquisitionner les banques françaises pour que ces dernières prêtent à des taux très bas à l'Etat français (pour info les intérêts de la dette en France avoisinent les 50 milliards, nous pourrions aisément nous en passer).

WANTED



**INDIVIDU DANGEREUX
POUR LA RÉPUBLIQUE**

VICTIMES DEPUIS 2007:

- | | |
|------------------------|-----------------|
| - LA DÉMOCRATIE | - LES SALARIÉS |
| - LA SOUVERAINETÉ | - LES RETRAITÉS |
| - LES SERVICES PUBLICS | - LA NATION |
| - L'ÉCOLE | - LA CULTURE |
| - LA POLICE | - LA NATURE |
| - L'ARMÉE | - LES LIBERTÉS |
| - LA JUSTICE | - LES JEUNES |
| - LES CHÔMEURS | - L'AVENIR |